



Pas de développement durable sans solidarité internationale !

Fabrice Cugny, Tintin au pays de la biodiversité

Forum ouvert : c'est FOU ce qui se passe à l'Union !

Risques technologiques,
un enjeu démocratique

3 ■ **Édito**
La solidarité, une affaire humaine



4 ■ **Parcours de militant**
Fabrice Cugny, Tintin au pays de la biodiversité



5 ■ **Tribune**
20 ans de chantiers nature avec les Blongios



6 et 7 ■ **MRES en bref**
Spécial CRID : le documentaliste, une ressource toujours pertinente !
Forum ouvert : c'est fou ce qui se passe à l'Union !



8 à 11 ■ **Regards croisés**
Pas de développement durable sans solidarité internationale !



12 ■ **Portrait d'asso**
Entrelianes

13 ■ **Tous ensemble**
Risques technologiques : un enjeu démocratique



14 ■ **Concertation**
Le Conseil Communal de Concertation de Lille



15 ■ **De l'air**
Étanchéité à l'air
Rubrique du PEC : L'art de conserver ses fruits et légumes



16 ■ **Agenda**
D'octobre à décembre

Brève

L'APES a 10 ans

Par une belle journée de mai, une centaine d'acteurs, militants du bio, de l'entrepreneuriat autrement, des SEL, de l'insertion, de l'éducation populaire... se retrouvent autour de cette certitude : il existe une économie qui veut mettre l'humain au centre et entend transformer ses pratiques. Aujourd'hui, ce réseau d'acteurs fête ses dix ans et continue à poursuivre la même ambition : transformer l'économie réellement, les mains dans la glaise.

Témoignages à retrouver dans la dernière lettre de l'APES : www.apes-npdc.org – rubrique « actions » - L'apes forme et informe

La MRES

La Maison Régionale de l'Environnement et des Solidarités (MRES) est une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et créée en 1978. Au nombre d'une centaine, ses adhérents sont des associations intervenant dans les domaines de la nature, de l'environnement, des solidarités et des droits de l'Homme. La MRES a pour objet de faciliter la vie et le développement des activités des associations adhérentes par :

Le soutien logistique aux associations :

mise à disposition de locaux et des salles de réunion, gestion de moyens mutualisés (accueil, reprographie, affranchissement...).

L'animation de réseau :

information, appui conseil, communication, développement de projets inter-associatifs...

La coordination de l'expression associative

auprès des acteurs institutionnels par exemple.

Les valeurs communes du réseau MRES sont consignées depuis novembre 2001 dans une Charte éthique disponible sur demande.

La gestion du Pôle Associatif Documentaire du Développement Durable, qui abrite deux centres de documentation, ouverts à tous :

- Le Centre Régional d'Information et de Documentation, géré par la MRES (CRID)

Généraliste en environnement naturel et urbain, il offre l'accès à des documents spécialisés, à des publications associatives et à des ressources pédagogiques. Il réalise des produits d'information pour les associations, des partenaires extérieurs et anime le réseau régional de Points Environnement Conseil.

- Le Centre Régional de Documentation et d'Information pour le Développement et la Solidarité Internationale (CRDTM)

favorise la diffusion de l'information, la réflexion sur les pays en voie de développement et sur les liens qui existent entre ces pays et le nôtre.

Horaires d'ouverture

Accueil MRES

L'accueil est ouvert de 9h à 18h avec une fermeture de 12h à 14h. L'accueil physique est fermé les lundi, vendredi et samedi matins (l'accueil téléphonique restant effectif).

Accueil des centres de documentation

Ils sont ouverts pour le public du mardi au vendredi de 14h à 18h et le mercredi matin de 10h à 12h.

Le CRID est fermé le samedi matin, et ouvert le mardi soir jusque 19h. Le CRDTM reste à votre disposition le samedi matin.

Blog CRID : <http://endirectdeladoc.mres-asso.fr>

Site CRDTM : www.crdtm.fr

La Solidarité : une affaire humaine

A l'heure de la mondialisation, peut-on se contenter de développer durablement son "Chez soi" ? Personne ne peut plus ignorer la situation indigne des Roms, des sans-papiers, des sans-abri, des sans-travail...

Les problèmes de survie, d'alimentation, de logement, d'accès au travail, de santé des populations, la nécessité de sauvegarder l'environnement et de donner un avenir viable à la planète, toutes ces questions se posent différemment aux quatre coins du globe, mais avec la même acuité.

Tout se croise, s'imbrique, tout est interdépendant.

Nombre d'associations du réseau MRES l'ont bien compris : elles sont profondément convaincues que le fait de contribuer concrètement au développement des pays les plus pauvres a des répercussions positives sur les habitants, de nos régions, impliqués dans ces actions.

La solidarité locale, qu'elle soit nationale ou internationale, est une composante essentielle du développement durable. Elle permet aux citoyens de s'impliquer et de donner du sens leur engagement.

Mieux connaître la culture de l'autre est un enrichissement mutuel, réciproque et motivant pour aborder efficacement les grands problèmes sociétaux. Mettre en place des coopérations débouchant sur une aide réelle aux populations qu'elles soient d'ici ou d'ailleurs, nécessite une ouverture d'esprit, une empathie et un sens des valeurs d'humanité à toute épreuve.

A travers les exemples que vous lirez dans ce numéro, il est facile de percevoir l'intérêt des actions de solidarité internationale là où elles se réalisent.

Connaître les partenaires, partir de leurs besoins, élaborer avec eux les projets, suivre sérieusement les initiatives et vérifier leur efficacité, écouter les bénéficiaires et prendre en compte leurs avis, permet un épanouissement de chaque acteur du projet et le développement de l'estime de soi.

Agir ici, agir ailleurs ensemble pour le bien être commun et le développement pour tous est bien l'enjeu principal, à charge pour chacun de nous de se sentir concerné :

« N'y a-t-il pas une joie humaine, si humaine à être à plusieurs, à se rencontrer, à échanger à être en relation, à converser ...? »*



Le chiffre qui tue !

Les 7%
les plus riches
utilisent 50% des
ressources naturelles,
alors que les 50%
les plus pauvres
n'utilisent que 7%
des ressources.

Hélène Chanson, Vice Présidente MRES et Colette Detré, Toulon

* Luc Dardenne - Une affaire humaine - Seuil - 2012

Fabrice Cugny, Tintin au pays de la biodi-

A l'occasion des 20 ans des Blongios, le 23 s'est déporté à l'autre bout de la planète pour inter-cette association. Il sévit aujourd'hui à Nouméa ! Ex-salarié MRES, cet infatigable militant est passé Naturels, les Naturalistes de Mayotte, le CPIE Rhône Pays d'Arles avant de rejoindre la Société

Quel a été l'élément déclencheur de ton investissement pour la défense de la nature ?

D'abord, une rencontre, celle de Luc Barbier qui travaillait au parc naturel de l'Audomarois (maintenant Cap et Marais d'Opale) où j'avais entrepris à l'âge de 17 ans d'assurer des permanences à la Grange Nature, le centre d'accueil de la Réserve Naturelle du Romelaere. J'ai participé à des chantiers qu'organisait Luc et c'est ainsi que j'ai pris goût à la découverte et la gestion du milieu naturel. Après 2 ans de fonctionnement informel, cette dynamique a généré la naissance des Blongios la nature en chantier. Progressivement, les Blongios ne sont plus intervenus que sur des sites protégés et gérés pour apporter cohérence et pérennité aux coups de pelle et pioche des volontaires.

Ensuite, une seconde rencontre en 1993 lorsque j'ai été accueilli par Hélène Chanson (directrice de la ferme éducative Marcel Dhémin) à Lille pour décharger mes ballots de paille et installer une expo sur les Blongios. C'est là que j'ai découvert la MNE et tout le réseau associatif. Comme objecteur de conscience, je m'occupais du catalogue des Promenades Vertes : j'ai eu la chance de sillonner le Nord-Pas de Calais en 4L pour diffuser les cartons de catalogue et j'ai réalisé la 1ère cartographie à la main des différentes sorties. De fil en aiguille, je me suis impliqué dans d'autres associations du réseau (Hauts perchés, Graine Pays du Nord, GON) puis au Conservatoire des Sites Naturels.

Très très nature tout ça !

Oui, essentiellement. J'ai quand même pris part à l'organisation



d'un chantier international en 1996 entre les Blongios et des Sénégalais. Trente volontaires des 2 pays se sont retrouvés dans des principes de réciprocité et d'échanges sur des chantiers dans l'Audomarois et dans les réserves du Popenguine au sud de Dakar et du Djoudj dans le delta du fleuve Sénégal. La période d'occupation des locaux de la MNE par les sans-papiers et la grève de la faim qui s'en est suivie ont reposé des questions fondamentales au sein du réseau, certaines associations ayant du mal à voir les liens entre respect des droits humains et préservation de la nature. Je reprends entre-temps l'animation du dispositif Natureville où j'ai la chance d'accompagner les débuts des Ajonc et l'aventure du jardin des (re)trouvailles.

Côté culture, je m'implique beaucoup dans le théâtre, rêve de jeunesse. Je me souviens d'ailleurs avoir joué « La leçon » de Ionesco avec la troupe de la compagnie du Terrain Vague en partenariat avec la Ligue des Droits de l'Homme.

Tu escalades alors les échelles des réseaux ?

En tant que président du Conservatoire des Sites Naturels, je siège à Réserve Naturelle de France et à la Fédération des Conservatoires, participe aux débuts de la revue « Espaces Naturels » de l'ATEN (Atelier Technique des Espaces Naturels).

Je participe aussi aux 1^{ères} assises nationales de l'éducation à l'environnement en 2000 à Lille. Ces assises ont un certain retentissement et apportent reconnaissance et enthousiasme aux acteurs du Nord Pas-de-Calais. J'en profite pour recycler la méthodologie événementielle mise en œuvre par le Graine à cette occasion pour organiser par la suite d'autres événements : les 10 ans des Blongios en 2002, puis l'accueil du congrès des Conservatoires Nord Pas-de-Calais à Ambleteuse.

En 2004, tu quittes cette belle région de Flandres-Artois.

Je commence effectivement à me sentir à l'étroit en Nord Pas-de-Calais et je souhaite prendre le large. Après un passage dans un

versité

viewer l'un des fondateurs de par le Conservatoire des Sites Calédonienne d'Ornithologie.

CPIE à Arles et quelques études dans les métiers des arts et de la culture, je m'envole vers l'outre-mer pour bosser au réseau École et Nature puis aux Naturalistes de Mayotte, je fais escale un an à Montpellier (APIEU) pour le « vivre en ville » et j'atterris enfin à Nouméa pour les oiseaux.

A Mayotte comme en Nouvelle-Calédonie actuellement, tu retrouves des territoires où les inégalités entre communautés sont très fortes. Défense de la nature et réduction des inégalités sociales te semblent compatibles ?

Elles sont non seulement compatibles mais c'est surtout un vecteur de travail en commun car la préoccupation de l'environnement et de son cadre de vie est un liant fondamental. La boucle est alors bouclée avec les Blongios. Au delà des « intentions », les liens d'amitié, de respect, de partage se renforcent d'autant plus qu'ils se font autour d'actions concrètes et collectives.

Ces efforts en commun permettent de prendre conscience de la fragilité des ressources naturelles et de la nécessité d'en prendre soin, en composant avec la diversité des cultures, qu'elles soient occidentales ou traditionnelles, alors souvent en confrontation avec notre société « moderne » de consommation.

Un mot de la fin ?

Trois choses m'animent :

- la diversité des gens, des beautés de la « nature »,
- ce qui nous relie les uns aux autres,
- l'engagement pour la vie sous toutes ses formes.

Propos recueillis par Vincent Tanguy

Anniversaire



A l'origine, des amoureux de la nature de l'Audomarois, soucieux du sort du plus petit des hérons, le Blongios nain, décident de s'unir afin d'agir pour la préservation de son milieu naturel. En mars 1992, leurs interventions se régularisent et conscients de l'intérêt pédagogique de leurs actions, ils créent l'association du nom du petit oiseau : « Les Blongios, la nature en chantiers ».

20 ans plus tard, ce sont près de 15000 bénévoles qui se sont mobilisés et plus de 1000 chantiers qui ont été réalisés dans toute la région Nord-Pas-de-Calais et même bien au-delà (Camargue, Angleterre, Picardie, Normandie...).

Les années ont passé mais les valeurs véhiculées par l'association sont toujours les mêmes : engagement, découverte et convivialité. Qu'il s'agisse d'une journée ou d'une semaine, les bénévoles chaussent volontiers bottes et gants pour mener des actions de gestion douce en faveur de la biodiversité. Au programme : création de mares, réouverture de zones humides, plantation de haies, construction d'observatoires...

En plus des chantiers bénévoles, l'association s'est tournée depuis quelques années vers les groupes constitués à qui elle propose des projets pédagogiques autour du chantier nature. Forte du succès de ces différentes actions, et convaincue de la pertinence du chantier nature comme outil de « sensibilisation par l'action », l'association s'engage aujourd'hui dans une démarche plus locale auprès des collectivités pour impliquer les habitants dans la renaturation d'espaces de nature proches de chez eux.

« Un souhait pour nos 20 ans ? Tout le monde dehors, les mains dans la terre et le nez vers le ciel ! »

Séverine Podevin, les Blongios



<http://lesblongios.fr>



THIERRY TANGREZ

Blongios nain OLS © Thierry Tanguy

Le documentaliste : une ressource toujours pertinente !

Il y a encore 20 ans, le travail d'un documentaliste était de gérer la rareté des ressources documentaires. Le savoir était enchaîné à un support, le papier, dont la recherche implique un rangement dans des rayonnages avec une capacité limitée de stockage et une indexation.

Aujourd'hui, le documentaliste gère l'abondance des ressources documentaires. Détachées du support physique, elles peuvent être dupliquées à l'infini par le copier/coller. Une clef USB de la taille d'une capsule permet aujourd'hui de stocker plus d'ouvrages que n'en contenait la grande bibliothèque d'Alexandrie. Si le besoin s'en fait sentir, on peut même revenir au support physique par l'impression.

Un raisonnement simpliste semble s'imposer : Internet met à disposition une infinité de documents, accessibles via des moteurs de recherche. Le documentaliste avec ses rayonnages et son indexation serait condamné au chômage. Faux !

Qui dit infinité dit embarras du choix. Qui croire ? Où trouver l'information ? Où trouver les méta-informations (date de publication du document, auteur, sources...) qui sont au moins aussi importantes que l'information elle-même ? C'est un vrai métier et même les geeks les plus chevronnés peuvent s'y perdre.

Nous vivons une période de transition. Même si on n'a jamais autant publié sur du papier, la part de publication sur des supports numériques est de plus en plus importante. Internet regorge du savoir de la dernière décennie mais peine encore à se remplir du savoir antérieur. On demande donc au documentaliste cette double spécialité : savoir gérer les supports physiques tout en étant apte à guider sur Internet. Et ce n'est rien de moins que ce qui se passe aujourd'hui au Centre de Documentation de la MRES où vous avez accès à près de 16000 références de la collection des ouvrages physiques, collection qui s'enrichit toujours, doublée d'un travail de veille sur Internet via le blog, sans parler de la rencontre avec des femmes et des hommes souriants qui sauront vous conseiller sur vos recherches !

Philippe Pary, Administrateur MRES



AUDREY DELENER

Les nouveautés du centre de documentation

Économies d'énergie, éducation à l'environnement, développement durable, vie associative... Sur tous ces thèmes, l'équipe du CRID sélectionne pour vous quotidiennement le meilleur de la littérature, de l'actualité, mais aussi des DVD, expositions, jeux et autres outils pédagogiques.

Les documentalistes, ainsi que deux conseillers Espace Info-Energie, peuvent vous conseiller et vous guider dans vos recherches.

2012, nouveaux outils, nouveaux services :

- le blog *En Direct de la Doc* (<http://mres-asso.fr/blogducrd/>) pour suivre l'actualité de l'environnement régional,
- une présence sur Facebook et Twitter pour partager nos coups de coeur et activités, et recevoir vos commentaires,
- un programme d'animations, de conseils pratiques avec des associations du réseau (jardinage

biologique, fabrication de produits d'entretien naturels...),

- et toujours notre catalogue en ligne : http://mres-asso.org/base_doc/

Rappelons enfin que le CRID partage l'espace documentaire avec le CRDTM qui fourmille de documentation et d'information sur le thème du développement et de la solidarité internationale.

Envie d'en savoir plus et de nous rencontrer ? Venez nous rendre visite au centre de documentation au rez-de-chaussée de la MRES, 23 rue Gosselet à Lille.

Horaires : mardi : 4h-19h, mercredi : 9h-12h / 14h-18h, jeudi et vendredi : 14h-18h

Adhésion : 10/5 euros (30 euros pour l'emprunt de supports pédagogiques) + un chèque de caution

L'inscription n'est plus payante pour les adhérents d'associations du réseau MRES.

Forum Ouvert de l'Union : c'est fou ce qui se passe à l'Union !

Les 15 et 16 septembre derniers s'est tenu le premier forum ouvert de l'Union, proposé par le collectif de l'Union, l'Université populaire et citoyenne de Roubaix et la MRES. Riverains, anciens salariés du textile, militants, chercheurs, associations du réseau se sont réunis pour imaginer des manières de faire face, à l'Union et dans la métropole, aux crises écologiques et économiques.

Pourquoi l'Union ? Parce qu'un écoquartier récompensé s'y élabore au cœur de quartiers populaires dont on ne peut faire abstraction. Parce que des luttes s'y sont tenues et s'y tiennent encore. Parce que l'Union n'est pas Euralille et constitue un stimulant point d'appui pour penser autrement l'avenir des villes, avec les « gens » qui les habitent.

Ce qui s'est passé à l'Imaginarium se rapproche des initiatives de transition qui se multiplient dans le monde. Un livret restituera les initiatives évoquées à Tourcoing. Pour la MRES, plusieurs perspectives et actions se dégagent d'ores et déjà : militer pour une campagne de dépollution des sols dans la région afin de rendre possible leur culture ; lancer Lille en transition (pour commencer) ; faire découvrir les métiers de l'environnement et des solidarités à des jeunes en recherche d'emploi ; pratiquer des forums ouverts pour l'animation du réseau, etc.



NATHALIE SÉDOU

Les participants proposent et choisissent les thèmes.

Décortiquons la transition

Du latin transitio, « passage ». Notez ce mot, vous allez le retrouver souvent. « Villes et territoires en transition » se multiplient grâce à des habitants motivés par une initiative lancée en 2006 à Totnes, une petite ville du Devon, au sud de l'Angleterre. Rob Hopkins, enseignant en permaculture, y proposa d'anticiper la fin du pétrole bon marché et d'imaginer une ville faisant face aux conséquences des crises énergétique et climatique. Le terme même de « transition » a pu participer au succès croissant de cette initiative : en un mot sont posés le diagnostic, la nécessité et le désir d'agir.

Moins radicale mais plus volontaire que la métamorphose, la transition suppose un passage conscient et choisi d'un état à un autre. Plus affirmée que le changement, si souvent invoqué, cette transition-là se passe d'adjectif. Qualifiée d'énergétique, elle paraît toujours nécessaire mais déjà moins ambitieuse. La transition - tout court - est générale parce que les bouleversements énergétiques sont déjà là. Elle vise donc la « résilience » locale pour affranchir les sociétés de la dépendance au pétrole, par la relocalisation de l'agriculture et de l'économie, l'apprentissage de gestes, de nouvelles formes de solidarité.

Plutôt que décroissance, mot-obus*, plutôt que changement, mutation, ou (r)évolution : transition donc. Dennis Meadows, un des auteurs d'Halte à la croissance (1972), apprécie justement la neutralité du mot. Le terme fait saisir la gravité des enjeux en rendant envisageables, voire enthousiasmants, les efforts concrets à entreprendre. Mais alors ? La MRES fait de la transition sans le savoir !

Nathalie Sédou - MRES

* Selon Paul Ariès, in « France qui décroît, France en transition » p.182 - Luc Semal et Mathilde Szuba - Manuel de transition - Rob Hopkins - Editions Ecosociété 2010

Biblio

Disponibles à la MRES

■ **L'après-pétrole a commencé en 2006 ! Voyage au cœur de la transition**

In Imagine, magazine belge, 2011

■ **Citoyens de la transition énergétique**

CLER INFOS n°87, CLER, mars-avril 2012

Pas de développement durable

Finis le temps où l'on livrait des sacs de riz à gogo en Afrique dans l'urgence et sans changement donne : le développement durable ne se conçoit pas sans solidarité internationale, et inversement ! société civile fait avancer les choses. Accès à la terre, alimentation, habitat... La liste des chantiers ces enjeux.

Les pays du Sud ne sont pas la poubelle du monde !

Contrairement à l'humanitaire d'urgence, dont les actions sont ponctuelles, la solidarité internationale s'inscrit dans une démarche de développement local durable, en s'appuyant sur un rapport de réciprocité. Les projets ont vocation à se pérenniser et sont destinés à favoriser l'autonomie des populations bénéficiaires. Pour cela, ils doivent donc être conçus de façon cohérente et leurs impacts sur le territoire envisagés.

Le don est une bonne illustration d'action aux conséquences désastreuses, bien que pleine de bons sentiments.

Pendant longtemps, de nombreuses missions ont consisté à acheminer vers les pays du Sud des denrées, des fournitures et du matériel en tout genre.

Cependant, l'on se rend compte aujourd'hui que le don, plus qu'inutile, est souvent néfaste. Cette démarche s'oppose même à un développement réellement durable, comme nous le précise Faustine Wawak, coordinatrice de Cap solidarités. Cette association,

spécialisée dans l'aide au montage de projets, a fait de ce combat son cheval de bataille.

Pourquoi le don en solidarité internationale n'est-il pas cohérent avec une démarche de développement durable ?

Bien souvent, les collectes sont dictées par l'émotion. Le don a pour autant de multiples effets pervers, occultant l'aspect durable du développement. Il fait non seulement concurrence au marché économique local, mais crée aussi une situation de dépendance vis-à-vis du donateur. Les produits collectés n'étant pas forcément adaptés aux besoins ni à la culture locale, ils peuvent induire à terme une perte d'identité culturelle. Et enfin, pour certains, leur recyclage peut également poser problème.

Cap Solidarités porte un intérêt particulier au don de matériel médical. Pourquoi ?

La moitié du matériel médical donné ne fonctionne pas, n'est pas utilisé correctement ou n'est pas entretenu. On peut donc légitimement s'interroger sur l'efficacité de l'aide apportée. Un projet ne peut pas reposer uniquement sur l'envoi de matériel médical. C'est pour diffuser ce message que nous nous sommes unis à Humatem, association spécialisée dans l'appui à l'équipement médical, et certains partenaires européens, afin de développer un appui spécifique, sous forme d'une plate-forme technique et d'outils. Une session de formation est prévue en novembre et décembre 2012 à Lille.

En effet, le matériel roulant, électroménager ou informatique de seconde vie, envoyé dans les pays du Sud, est souvent hors d'usage et s'entasse dans des containers ou des décharges, dans des conditions nocives pour les populations à proximité. Cela fait ainsi du continent le moins équipé en matériel informatique le plus pollué par ce phénomène.

De nombreuses alternatives existent. Il est donc fortement conseillé, avant de démarrer tout projet de solidarité internationale, de prendre conseil auprès de structures spécialisées.

Propos recueillis par Olivia Mailfert, Lianes Coopération



Pour en savoir plus : Guide « Le don, une solution ? », co-écrit par Cap Solidarités et édité par RITIMO.

Contact : Cap solidarités
www.capsolidarites.asso.fr

Le chiffre qui tue !

Les 3/4 du matériel informatique d'occasion envoyé en Afrique finissent en déchetterie.



GREENPEACE - KATE DAVISON

sans solidarité internationale !

durable de la situation ! Aujourd'hui, la prise de conscience d'une planète en danger a changé la Si le sommet Rio+20 en a déçu plus d'un, des initiatives locales de par le monde démontrent que la ne risque pas de se réduire. Voici quelques éclairages et initiatives d'associations du réseau sur

L'agro-écologie ou le développement local durable au Burkina Faso

Loos N'Gourma est un exemple de projet qui considère les critères sociaux, économiques et environnementaux tout autant que la participation des habitants ou les spécificités culturelles du territoire. Il est le fruit d'une synergie entre l'ensemble des parties prenantes, qui doivent s'approprier la démarche.

Située à Loos-en-Gohelle, l'association Loos N'Gourma a été créée en 1981 pour participer au développement du village de Sampiéri au Burkina Faso. Elle promeut l'agro-écologie, basée sur l'utilisation de techniques agricoles diversifiées et adaptées au territoire, de façon véritablement écologique. Prenant en compte l'ensemble du milieu dans lequel elle s'inscrit, cette technique permet de s'adapter aux modifications liées aux changements climatiques et d'éviter la dépendance à certaines énergies coûteuses.

Plus généralement, l'agro-écologie est en fait une véritable éthique de vie qui concilie tradition et modernité.

Les fondateurs de l'association se sont inspirés de cette philosophie pour améliorer continuellement leurs pratiques. Ils prennent en compte l'environnement général du projet en valorisant les patrimoines locaux, en respectant la diversité culturelle et en intégrant leurs actions dans le paysage agricole. Par ailleurs, ils essayent d'adapter le projet à l'environnement naturel, en respectant les écosystèmes et en valorisant les espèces végétales et animales locales.

« L'agro-écologie a pour objet la relation harmonieuse entre l'humain et la nature.* »



Élaborés en concertation avec les habitants de Sampiéri, les projets tiennent compte des besoins locaux des populations et privilégient l'autonomie des communautés. En 2004, un centre de formation a vu le jour, en partenariat avec l'association burkinabée AVAPAS et les comités locaux de paysans. Le projet vise à renforcer également le tissu économique local. Par le biais du microcrédit, certaines activités économiques sont développées, comme l'artisanat, le maraîchage ou la vente de produits transformés.

L'association essaye de prendre en compte l'égalité femmes-hommes dans l'ensemble des actions menées, malgré une barrière culturelle parfois difficile à franchir.

Persuadée que les changements de comportements passent par l'éducation, l'association est très investie dans la promotion de l'agro-écologie en France. Actions d'éducation au développement, rencontres régionales, réalisation de guides..., sont autant de démarches réalisées. Enfin, Loos N'Gourma est partenaire du programme BIOSOL, mis en place

par l'Université d'Orléans afin de mesurer l'impact environnemental, économique et social de l'agro-écologie sur le territoire.

Loos N'Gourma est ainsi un exemple emblématique des pratiques alternatives (simplicité volontaire, décroissance, économie sociale et solidaire...) qui émergent depuis quelque temps comme autant de pistes pour rompre avec notre modèle de développement basé sur la croissance et aux conséquences dramatiques sur notre planète.

**Olivia Mailfert,
Lianes Coopération**



Pour en savoir plus : Actes du colloque « L'agro-écologie, une solution pour l'agriculture au Nord et au Sud ? », du 23 mai 2011, téléchargeables sur www.lianescooperation.org/ onglet « capitalisation ».

Contact : Association Loos N'Gourma : beatricebouquet@sfr.fr

* Pierre Rabhi, agriculteur et philosophe.

La terre : un bien commun'autre ?

Dans le cadre des Journées nationales du mouvement Terre de liens, Riccardo Petrella, politologue et économiste, est intervenu sur le thème des biens communs.

Plusieurs critères tendent à décrire les biens communs :

- ils sont essentiels à la vie (par exemple l'eau : 70% de notre corps est fait d'eau),
- ils sont insubstituables, contrairement au pétrole,
- ils exigent une responsabilité et une solidarité. R. Petrella plaide pour une souveraineté partagée et responsable.
- leur gestion et leur préservation doivent être financées. Protéger les zones de captage, produire de l'eau potable a un coût, produire une alimentation de qualité a un coût : qui le prend en charge ?

La terre agricole n'est aujourd'hui pas reconnue comme un bien commun. Les industries agro-alimentaires imposent des cahiers des charges, des semences aux agriculteurs et de fait un certain usage de la terre. Il existe de plus une forte spéculation sur le prix de la terre, considérée par certains comme un simple support de production...

Nous, citoyens, considérons que la terre est un bien commun dont sont issues nos denrées alimentaires et encourageons les collectivités à considérer comme essentiel le rôle de cette ressource limitée. Des mouvements citoyens (Terre de liens, AMAP, cyclopaysans...) s'engagent pour protéger la terre et son usage.

Trois défis sont devant nous pour faire reconnaître la terre comme un bien commun : partager la connaissance, démonétiser la terre et redistribuer les pouvoirs de décisions. Au boulot !



**Ségolène Fredière & Stéphanie Petitcunot,
Terre de Liens Nord Pas-de-Calais**



Extrait de la conférence : www.terredeliens-npdc.org

Brève

Des marches pour les droits des paysans

Mettre un pied devant l'autre sans oublier d'échanger avec les habitants rencontrés au cours de la marche, c'est ce qu'ont fait en ce début d'octobre les cyclopaysans du Nord Pas-de-Calais. Ils se sont mobilisés en solidarité avec les 100.000 exclus indiens partis pour New Delhi à l'appel d'Ekta Parishad, pour revendiquer le droit aux ressources vitales. Ailleurs, d'autres initiatives du même type ont aussi eu lieu comme le Godd Food March. Il faut croire que la solidarité internationale a toujours du souffle !

Notre steak local a mangé du soja brésilien

Au cours de ces dernières années, l'alimentation s'est affirmée comme l'un des thèmes les plus porteurs d'inquiétudes et d'enjeux collectifs, mais aussi des plus révélateurs des excès de notre modèle de développement. C'est pourquoi ce thème a été choisi comme fil rouge cette année pour la Semaine de la solidarité internationale par la région Nord Pas-de-Calais et la Ville de Lille.

A l'enjeu de la sécurité alimentaire au Nord, répond celui de la souveraineté alimentaire au Sud. Notre modèle de société, fondé sur la surexploitation des ressources naturelles, les échanges inégaux et le protectionnisme agricole, est au cœur même des inégalités Nord-Sud. « Des thématiques telles que la solidarité, la globalisation, l'écologie, la consommation responsable, la souveraineté alimentaire ou la sécurité alimentaire, peuvent être abordées à partir d'un acte quotidien qui touche chacun : la consommation alimentaire. » (Extrait du « jeu de la ficelle », Daniel Cauchy, Quinoa).

En effet, si nous regardons l'assiette « moyenne » d'un français, que voyons-nous ? Enormément de produits venant de loin : poire d'Argentine, fraise du Maroc, café colombien... et notre morceau de viande française cache mal son régime alimentaire fait de soja brésilien ou de manioc thaïlandais. Le bétail d'Europe mange autant de céréales que la population de Chine et d'Inde réunies.

En observant notre assiette, on réalise que le flux des matières et des services vient principalement du Sud vers le Nord. Au Kenya, 40% de la population n'a pas accès à l'eau potable mais 60% de l'eau est utilisée pour l'irrigation des cultures intensives destinées à l'exportation. Bien des terres des pays du Sud sont affectées aux cultures intensives d'exportation. Et pendant ce temps, la faim frappe une personne sur cinq dans les pays en développement.

Charlotte Lion, CRDTM

Rio de Janeiro : un art de ville en développement.

En juin 2012, le troisième sommet de la terre, communément appelé « RIO+20 », s'est tenu à Rio de Janeiro. Il a donné l'occasion à une délégation du Nord Pas-de-Calais (26 personnes dont 3 membres d'associations adhérentes de la MRES), de découvrir cette ville et ses acteurs. En marge du sommet officiel des Etats, nous avons pu découvrir une formidable mobilisation des peuples, des initiatives associatives, populaires ou privées en faveur, des favelas pacifiées ou en cours de l'être.

Rio, mégapole de plus de 13 millions d'habitants, n'échappe pas aux constructions en étalement urbain qui alimentent un trafic automobile monstre. Les constructions « modernes » pour nouveaux riches s'éloignent du centre ancien, le long du littoral atlantique. La ville historique est un mélange de ville éclectique et portuaire coloniale, tertiaire et balnéaire issue des années 1930 et de favelas qui grimpent sur les collines de forêt secondaire (et parfois primaire) ou qui s'étalent vers le nord.

Les favelas, ces quartiers d'habitat très dense (entre 7000 et 200.000 habitants environ, qui représentent au total 1 million d'habitants à Rio) sont régis par un urbanisme de type moyenâgeux. A la fin du 19e siècle, elles ont été construites de manière provisoire par les esclaves noirs libérés de leur statut à qui les autorités avaient promis des logements neufs. La promesse est non tenue, la pratique des favelas a perduré. Elles sont passées de cases sommaires à un habitat en dur et sont maintenant en cours de mise aux normes de salubrité et de sécurité. Il ne s'agit pas de grands plans de démolition/reconstruction, mais de traitement au coup par coup, avec les populations.

BÉATRICE AUXENT



Cette ville est contrainte dans les limites d'un relief naturel exceptionnel de beauté : baie et océan d'une part, montagne et jungle d'autre part. Le défi est de réussir un agenda du 21e siècle, un défi pris à bras le corps : besoins vitaux (alimentation en eau, gestion des déchets, survie économique des plus pauvres...), infrastructures modernes (extension des lignes de métro creusées dans le granit, couverture des voies rapides...), mais aussi prise en compte de l'estime de soi et du bien vivre ensemble.

Le Brésil a dans ce domaine un atout de taille : la culture de la mobilisation et de la participation. Les assemblées populaires sont conviviales et très dynamiques. La pratique du débat est chose courante, la parole est prise sans timidité.

Alors il nous semble important de revenir en France avec confiance dans les actions que nous menons tous, ici et ailleurs. Nous devons compter sur les uns et les autres, au Nord comme au Sud (c'est vrai à l'échelle de la France, de l'Europe comme à celle de la planète) pour arriver à monter en puissance dans nos actes responsables pour l'homme et son environnement. Nous devons nous encourager mutuellement dans cette saine émulation : expérimenter, transmettre, réseauter (comme disent les Canadiens).

**Béatrice Auxent,
VivaCitÉS Nord Pas-de-Calais**

Parmi les événements à Lille dans le cadre de la Semaine de la Solidarité Internationale :

« ECO LUTTONS » Théâtre forum

Vendredi 23 novembre, 20h30,
Maison Folie Wazemmes, organisé par le TOP

Et vous, que feriez-vous pour plus de justice sociale et environnementale ? A vous de jouer, montez sur scène et faites vos propositions ! En panne d'inspiration ? Vous pouvez compter sur les comédiens pour vous souffler de (très) bonnes idées !

Biblio

Les nouveautés du CRDTM :

■ Pour un nouveau pacte alimentaire

Serge Papin, Le cherche midi, 2012

■ Les sillons de la colère, la malbouffe n'est pas une fatalité

André Pochon, Editions La découverte, 2012

Pour les plus jeunes :

■ Sais-tu vraiment ce que tu manges ?

Nadia Benlakhel, Milan Jeunesse, 2011

■ D'où vient le chocolat de ma tablette ?

Karine Harel, Didier Balicevic, Tourbillon éditeur, 2012

Entrelianes

Basée à Lille, Entrelianes a été créée en 2006 dans le but d'interroger la place de la biodiversité dans les projets d'aménagement urbain.

L'association vise à faire reconnaître un véritable besoin d'espaces naturels de proximité, de trames vertes et bleues urbaines, de vie sauvage, de balades nature, de jardinage, de possibilités quotidiennes d'observations naturalistes. Les quartiers doivent être un territoire de vie que nous partageons avec les espèces animales.

Ces questions, nous considérons la plupart du temps qu'elles relèvent de connaissances scientifiques inaccessibles. De la même façon, la production de la ville nous apparaît comme étant réservée à des experts en urbanisme. Nous abandonnons souvent nos capacités de jugement et de décision. Or, il suffit d'un peu d'observation et de réflexion pour comprendre ce qui, a minima, permet la biodiversité urbaine : préserver de l'espace, prendre en compte les espèces déjà présentes, favoriser des continuités et autoriser des aménagements ressemblants à des milieux

naturels. Ainsi, il est possible d'essayer les premiers contours des trames vertes urbaines !!

Diagnostiques participatifs

Pour ce faire, Entrelianes a créé un outil d'investigation citoyenne, le Portrait Nature de Quartier. C'est un diagnostic participatif des espaces de nature d'un quartier, avec les habitants et les associations. Le 1er Portrait Nature a été réalisé à Roubaix, avec le Comité de Quartier Fresnoy-Mackellerie. Il a permis de faire valoir un corridor écologique urbain « potentiel » formé d'une succession de friches, d'espaces verts, de jardins appuyés sur le talus de la voie ferrée active. Ces observations ont été prises en compte par la Ville dans le projet d'aménagement du secteur. Ce corridor se prolonge désormais, plus au Nord, sur le futur écoquartier de l'Union.

Dunkerque, Lille Sud, Bruay-sur-l'Escaut sont d'autres territoires sur lesquels de tels diagnostics ont donné lieu à d'autres projets.

Tout ne s'arrête pas à un Portrait Nature. Il faut suivre de près ce qui verra demain le jour dans un dialogue avec la collectivité, et continuer d'impliquer tout le monde alors que les résultats mettent du temps à sortir de terre. Il faut permettre aux associations d'animer des projets (balades découvertes, chantiers de plantation, bourses de plantes), et d'aider tout un chacun à s'impliquer concrètement dans l'accueil faune-flore de son quartier.

Des collectivités soient peu compréhensives voire hostiles à ces propositions. Seules l'identification d'espèces protégées ou l'existence d'une réglementation urbaine favorable au niveau du Plan Local d'Urbanisme (PLU) peuvent alors être un appui juridique favorable. Or ces données exigent un travail préalable. C'est pourquoi, il y a nécessité à anticiper les trajets des trames vertes et bleues sur chacun de nos territoires et à faire en sorte que ces résultats soient intégrés dans les PLU.

Aujourd'hui, la question de la biodiversité comme celle de l'agriculture urbaine (défendue par le collectif de l'Union ou des associations comme Des Jardins et des Hommes ou Prêt du Sol par exemple) interrogent fondamentalement les modèles d'urbanisme qui sont les nôtres.

Entrelianes est une petite association et les territoires de notre région sont nombreux et vastes, comme le sont les projets d'aménagements. En attendant que les modèles d'urbanisme évoluent, c'est sur le terrain qu'il faut faire valoir de nouvelles formes de nature en ville. Chacun peut largement y contribuer.

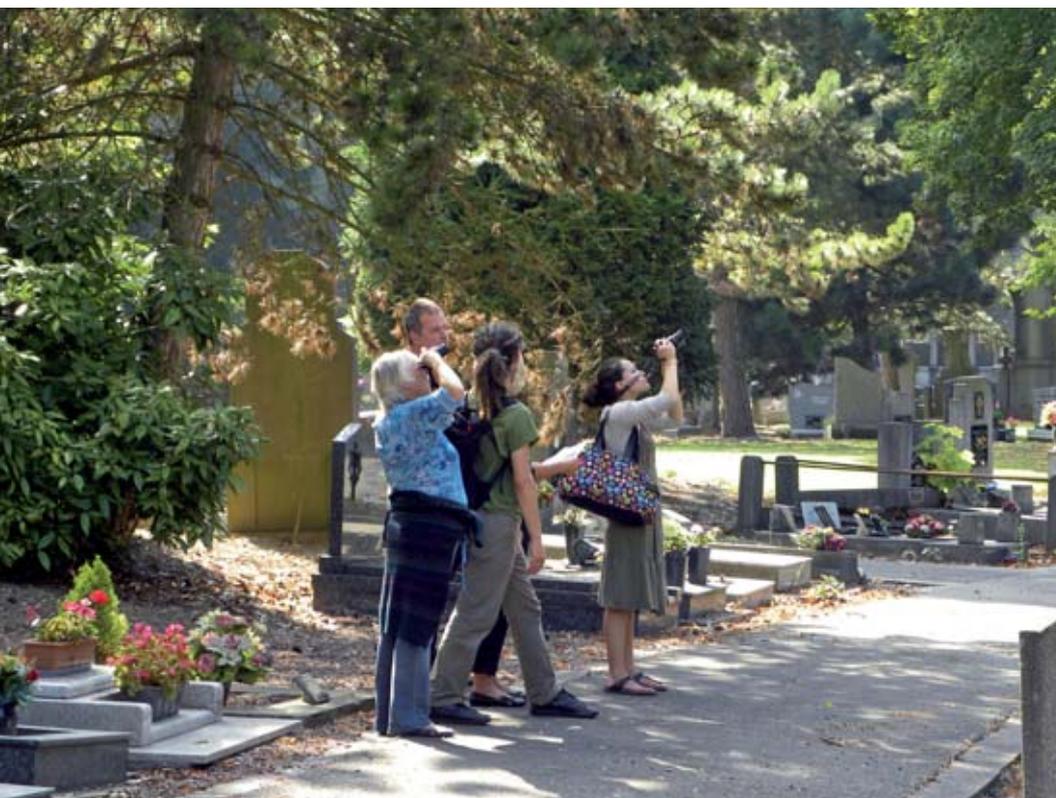
Hélène Allée, Entrelianes

ENTRELIANES



Pour plus d'information :
Entrelianes, 13, rue de
la Garonne, 59000 Lille

Tél. : 03 20 22 27 98
www.entrelianes.org



Reconnaissance des richesses cachées du Cimetière de Lille Sud.

Risques technologiques : un enjeu démocratique !

Du nucléaire aux nanotechnologies, des pesticides au transport de matières dangereuses, nombre d'activités présentent des risques technologiques. Un groupe de travail de la MRES en explore les enjeux et s'attelle à un texte d'expression coordonnée sur ce thème. Voici quelques idées développées.

Amiante : ce matériau miraculeux, véritable innovation technique pour l'isolation depuis le XIXe siècle provoque aujourd'hui 3000 à 5000 morts chaque année. Interdit depuis peu, suite à des mobilisations de citoyens, il a été utilisé durant un siècle en dissimulant sa nocivité, pourtant connue dès 1906. L'appât du gain des industriels est responsable des risques encourus par la population et les travailleurs, les pouvoirs publics faisant l'autruche.

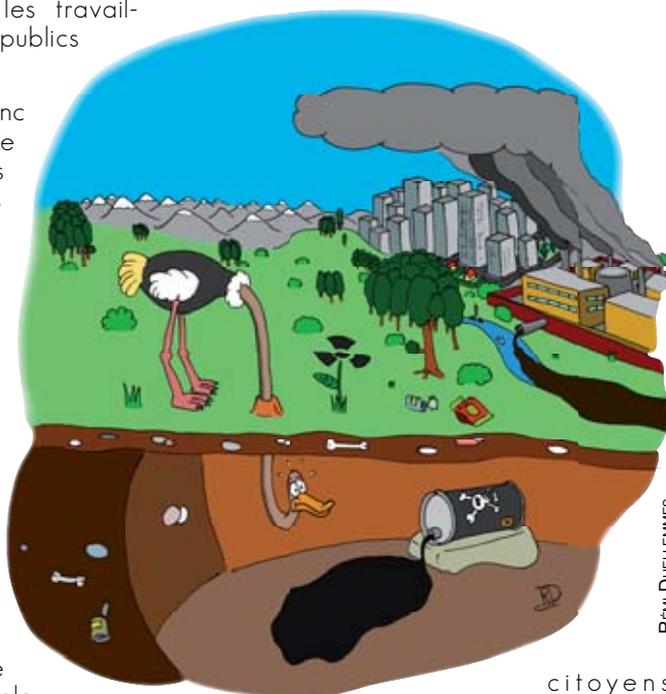
Mais pourquoi donc est-il si difficile de mobiliser les citoyens face à ces risques dommageables pour la santé ? Pour le groupe de travail MRES, plusieurs raisons peuvent être invoquées. L'information circule de manière insuffisante vers les citoyens, la population a tendance à accepter des risques si les emplois suivent, surtout en période de crise (pensons à l'exemple du Dunkerquois). Enfin, les citoyens-consommateurs considèrent ces risques comme la rançon à payer pour avoir un certain niveau de confort : que ne ferait-on pour conserver notre modèle de société consumériste et très dépendant de la technique !

Des pistes d'actions

Force est de constater le peu de mobilisation des élus, eux-mêmes peu informés ou peu intéressés. Et pourtant, la responsabilité de tous est engagée : citoyens, riverains d'usine, salariés..., nous subissons tous ces risques et leurs conséquences.

Pourtant, sans les mobilisations citoyennes, nombre de techniques à risques auraient aujourd'hui pignon sur rue : amiante, mais aussi OGM, pesticides très dangereux... Le combat doit être poursuivi.

Il existe des dispositifs de concertation. Les associations considèrent leurs pouvoirs comme très limités et trop complexes pour inciter des



REMI DHELLEMES

citoyens à les intégrer. Elles y restent cependant, en utilisant en parallèle d'autres moyens, comme l'arme juridique.

Plusieurs pistes peuvent être creusées par le réseau MRES :

- maintenir la pression sur les risques à refuser, tels les OGM ou le nucléaire
- rassembler et diffuser l'information au travers d'une cellule de veille
- décrypter l'information et mener des contre-expertises indépendantes sur les risques, en partant du principe de suspicion systé-

matique vis à vis des informations nous étant données par les « experts »

- sensibiliser la population et vulgariser pour que chacun puisse se saisir des enjeux
- peser sur les choix faits en matière de sécurité : en réclamant des instances de concertation plus ouvertes et plus écoutées, en s'ali-ant à d'autres (syndicats, associations de riverains, collectivités locales...), en utilisant l'arme électorale !

Enfin, faisons passer l'idée qu'il ne s'agit pas d'une affaire de spécialistes : tout citoyen a intérêt à savoir pour agir. Il ne s'agit pas d'une histoire de techniciens, mais d'un enjeu de démocratie.

Patricia Hanssens, MRES



Le projet de texte d'expression coordonnée sur les risques technologiques est disponible sur simple demande. Vous pouvez rejoindre le groupe de travail qui se réunit régulièrement à la MRES sur ces questions. Contact : p.hanssens@mres-asso.org

Brève

Ellul ou les mirages du système technicien

Il avait prévu il y a 50 ans la majorité des crises qui nous assaillent aujourd'hui. Selon lui, c'est l'ensemble du système technicien, dans sa complexité, qu'il faut questionner car il poursuit sa propre logique et nous gouverne. A l'occasion du centenaire de sa naissance, une soirée-débat est organisée le jeudi 6 décembre avec Paul Ariès et Stéphane Lavignotte, pour redécouvrir sa pensée et requestionner ce système aujourd'hui.

Plus d'infos : www.mres-asso.org

Le Conseil Communal de Concertation de la ville de Lille

Je participe, tu participes, nous participons... et alors ?

Conseil de quartier, Conseil Communal de Concertation (CCC), Conseil Municipal des Enfants, Conseil Lillois des Aînés, Conseil Lillois des Résidents Étrangers... Que peut bien dire de la démocratie effective cette inflation d'instances et d'outils ? Sur le fond, la participation de tous est-elle réellement recherchée ?

Concertation

La concertation de la ville de Lille « permet à chacun d'améliorer par la participation tout projet avec comme premier effet d'enrichir celui-ci. » C'est donc avec cette promesse en tête que je représente la MRES au CCC depuis maintenant deux ans. Contribuer à l'écriture des politiques publiques en apportant idées, analyses, intuitions, voilà qui, pour un militant associatif donnait un nouvel horizon et un prolongement à son engagement.

Et d'entrée, un sujet fantastique, la « piétonnisation » de la Grand'Place, enfin non, pardon, sa « transformation en zone de rencontre »...

Conversation & conservation

Force est de constater que la composition de notre commission et la méthode par consensus qui doit aboutir à la rédaction de l'avis, stérilise l'expression de toute pensée radicale. C'est le lieu du conservatisme par excellence.

Constataction & consternation

La zone de rencontre réellement mise en œuvre par les pouvoirs publics correspondra en tout point au projet initial, aucune de nos recommandations suggérées ne seront mises en place. Pire, après quelques mois, une cycliste sera renversée et relancera la polémique sur la pertinence de cette transformation.

Confrontation & contamination

À ce stade, vous vous demandez : « Mais que diable allait-il faire dans cette galère ? ». Je réponds confrontation voire contamination. Ne pas y être, c'est laisser dire et propager les idées qui nous sont opposées. Y siéger, c'est prendre sa place, toute sa place pour faire entendre un autre son, une autre musique. Nous nous plaignons suffisamment de ne voir dans nos réunions publiques et autres conférences que nos semblables pour refuser ces lieux ouverts où le débat est possible.

Alors oui, cela vaut le coup d'investir ces instances mais sans se tromper d'objectif. Vous aussi, engagez-vous et participez !

Arnaud Delcourt, Administrateur MRES

(Presque) Tout sur le CCC !

Créé en 1996, il est composé de 176 membres, issu des « forces vives de la ville ». L'ambition de cette instance est de faire contribuer des représentants de la société civile à la réflexion et l'évolution de la ville de Lille. Le CCC est saisi par les élus mais il peut également s'autosaisir.

La MRES y est titulaire d'un poste à qualifications, dans le collèges Habitat, Environnement, Cadre de Vie.

Au cours du dernier mandat 2008-2011, la commission Infrastructures et équipement a planché sur la zone de rencontre, le plan bleu, le code de la rue.

Une enquête MRES

En 2007, la MRES avait mené une enquête sur les retours des associations sur l'efficacité de cette instance. Il en avait été tiré quelques conclusions, comme des décisions parfois bouclées d'avance et un suivi flou, malgré la mise en place d'une Commission des suites. Mais elle notait une évolution positive au fil du temps vers davantage de démocratie participative. Autre constat déjà présent : un empilement d'instances de concertation à Lille peu coordonnées entre elles.

Erratum

Paf sur le pif !

Alain Vaillant nous signale que dans l'encadré page 14 du 23 d'été, où il est écrit : « Le Conseil Régional a interpellé le CESER pour émettre un avis sur sa politique : "pour une gouvernance et une stratégie réellement efficace du pôle d'excellence agroalimentaire régional" », il y a une double erreur :

- « la gouvernance et stratégie... » en question ne sont pas une politique régionale
- le CESER n'a pas été interpellé par la Région : le CESER s'est auto saisi du problème pour émettre un avis

Biblio

Disponible à la MRES

- **50 ans de démocratie locale : Comment la participation citoyenne s'est laissée endormir, pourquoi elle doit reprendre le combat**
Adrien Roux, Éditions Yves Michel, 2011

De l'air : pas trop et comme il faut

Comment rénover au mieux une maison 1930 ? Arnaud Dubreil, conseiller Info Énergie à la MRES a tenté l'expérience avec un objectif de chauffage a minima (3 stères de bois par an uniquement). Il s'est engagé dans une rénovation globale ambitieuse - « rénovation BBC » - visant une consommation énergétique inférieure à 104 Kwh/m²/an en énergie primaire.

Sols, murs, toitures, ouvertures : tous ces éléments sont liés pour une bonne isolation. Or, plus on protège, plus on doit être vigilant, car les risques se concentrent. Une bonne isolation ne consiste pas uniquement à éviter les pertes d'énergie. Empêcher les moisissures et assurer un parcours optimisé de l'air sont des actions indispensables à la pérennité de l'isolation.

Étanchéité à l'air

Une maison bien isolée sera étanche à l'air avec une ventilation contrôlée et choisie. Une mauvaise étanchéité à l'air créera des zones d'humidité qui affecteront les matériaux, comme la qualité de l'air intérieur, et diminueront l'efficacité des isolants (testés dans des conditions d'étanchéité totale). Des travaux d'isolation peuvent se révéler inefficaces si l'on ne repère pas - par des tests adéquats - les « trous » et défauts qui pourront être ensuite corrigés.

Se former et s'informer

De telles exigences sont nouvelles. En organisant un pré-test d'étanchéité à l'air et des visites de chantier, Arnaud Dubreil a échangé avec des artisans, collègues, particuliers, services de collectivités. Ce fut l'occasion pour des artisans de se former et s'auto-évaluer; pour les décideurs publics d'observer sur le terrain les spécificités et impératifs d'une rénovation exigeante pour un type d'habitat courant dans notre région.

Vous souhaitez en savoir plus ? Vous engager dans des travaux ? En prévoir les budgets ? Avant toute chose, prenez rendez-vous avec un conseiller Info Énergie qui saura vous orienter en amont du projet.

INFO → ÉNERGIE Espace Info Énergie de la MRES, 03 20 52 12 02



Appareil de mesure de l'étanchéité de l'air

De l'air

Brève

Pas de décentralisation sans nous !

Une nouvelle étape de la décentralisation est proposée avant qu'un dialogue civil ne permette d'élaborer un diagnostic, de pointer les problèmes. La méthode semble rester descendante. Les contraintes budgétaires semblent brider l'imagination. Un collectif d'associations s'est réuni pour faire ce constat. Leur crainte : avoir une décentralisation institutionnellement efficace mais sans souffle et surtout sans impact sur les pratiques de citoyenneté.

www.decentralisonsautrement.fr/
Contact : Olivier Noël (Collectif des Associations Citoyennes – olivier@associations-citoyennes.net – 07 70 98 78 56

Rubrique du Point Environnement Conseil

L'art de conserver ses fruits et légumes

Chacun peut profiter d'un large choix de légumes frais durant une bonne partie de l'hiver, à partir des récoltes de votre jardin ou des « provisions » faites en saison auprès de producteurs locaux.

Il y a certes les techniques de congélation, pasteurisation, lactofermentation, etc., mais de nombreux légumes et quelques fruits se conservent aussi naturellement. Il suffit de les placer au bon endroit dans la maison, en respectant les températures et humidité nécessaires. Quelques exemples :

- à la cave (à condition qu'elle soit fraîche jusqu'à la fin du printemps) : les scaroles récoltées avec leur motte peuvent s'y garder quelques semaines ; pommes et choux plusieurs mois, dans des caquettes. On peut aussi y replanter en terre ameublie des poireaux ou enfouir dans des caisses de sable, carottes, betteraves rouges, radis d'hiver. Si vous

craignez qu'elle ne soit pas assez fraîche, le silo est une excellente façon de conserver tous les légumes-racines (betterave, carotte, céleri-rave, navet, panais, chou-rave, rutabaga, radis d'hiver) : il suffit de creuser un trou dans la terre et de le tapisser de planches ou de briques.

- au grenier : tous les bulbes (ail, oignon), haricots secs, aromates séchés (le gel ne les détériore pas)
- dans la maison : potirons et courges se conservent à température ambiante, par exemple dans la cuisine... En prime, elles la décoreront.

Et puis n'oubliez pas, vous pouvez encore manger local, alors retrouvez le sourire et bon appétit !

Marie Lévêque, MRES
www.pec5962.org

Sources : Terre vivante et GABNOR

Manifestations à la mres

Mardis 16 octobre, 20 novembre et 18 décembre

Install party, aide à l'utilisation de linux

Organisation : Chtinux - MRES
Horaires : 18h30 - 21h30

Mercredi 14 novembre

Conférence « Néandertal dans le nord de la France - l'Homme de tous les climats »

Patrick Auguste du CNRS présente les sites paléolithiques régionaux, le résultat de leurs fouilles et les traces qu'y a laissé l'Homme de Néandertal.

Organisation : Société Géologique du Nord
Horaire : à partir de 17h

Samedi 17 novembre

« Fabriquer sa lessive soi-même »

En partenariat avec Léo Lagrange
Consommation

Sur réservation au 03 20 52 12 02

Organisation : MRES

Lieu et horaire : Centre de doc de la MRES de 11 à 13h

Vendredi 30 novembre

Assemblée générale de la MRES

Horaire : 18h

Manifestations ailleurs

Du 22 octobre au 28 octobre

Journées de l'eau

A travers colloque, forum, exposition, une présentation des situations de gestion de l'eau potable dans le Pas-de-Calais

Organisation : Eau... Secours 62

Lieu : Arras, Bruay, Lens

Contact : contact@eausecours62.Org

Du vendredi 23 au dimanche 25 novembre

Devenez « l'Homme qui plantait des arbres »

Trois jours non-stop pour une plantation citoyenne de la forêt de la République

Organisation : AJONC

De 10 h jusque 17 h à Avion, quartier République

Mercredi 28 novembre

Colloque : Éducation au développement et à la solidarité internationale : comment réinventer un monde plus solidaire ?

Organisation : Lianes Coopération

Lieu : Arras - Hôtel du département - rue Ferdinand Buisson

Jeudi 6 décembre

Conférence « Ellul ou les mirages du système technicien »

Avec Paul Ariès et Stéphane Lavignotte

Organisation : MRES

Lieu & horaire : Lille - Gare Saint Sauveur - 18h

Exposition à la mres

Du 16 au 26 octobre

« L'énergie durable pour tous »

Pour en savoir plus sur l'accès à l'énergie, l'exploitation des ressources énergétiques et le développement des énergies alternatives

Organisation : Espace Info Énergie de la MRES et le CRDTM

Contact : 03.20.52.12.02 ou 03.20.53.80.14

Du 5 au 9 novembre

« Agis pour tes droits »

Exposition, ateliers jeunes et ateliers citoyens pour (re)découvrir la Convention internationale des droits de l'enfant.

Organisation : les Francas du Nord

Contact : 03.20.56.72.22

Du 17 au 24 novembre

« Femmes du Sud & Conquêtes des droits »

Reportages photos réalisés à travers le monde pour témoigner du sort, de la volonté et de l'action des femmes.

Organisation : CRDTM

Contact : 03.20.53.80.14

Du 6 au 21 décembre

« Mandela contre l'apartheid »

Cette exposition retrace le parcours de Nelson Mandela et celui de la République Sud-Africaine, du racisme d'État à la réconciliation des communautés.

Organisation : Ligue des Droits de l'Homme

Contact : 03.20.63.91.47

Retrouvez tous les événements du réseau sur le site de la mres.

Brève



Pas de pause pour les Droits de l'Homme

De nombreux événements seront organisés durant le mois de décembre, autour de la Journée Internationale des Droits de l'Homme (lundi 10/12), à l'initiative de la Ligue des Droits de l'Homme, du MRAP, d'Amnesty International... et de nombreuses autres associations du réseau MRES. Expos, films, conférences-débat, théâtre, soirées pour s'informer et agir pour un monde plus humain et solidaire.

www.mres-asso.org

Automne 2012

Publication trimestrielle éditée

par : Maison Régionale de l'Environnement et des Solidarités

Directeur de publication : Joël Hemery

Coordnatrice : Patricia Hanssens

Comité de rédaction et de relecture :

Laurence Barras, Colette Bloch, Hélène Chanson, Audrey Delemer, Isabelle Demuynck, Xavier Galand, Marie Lévêque, Philippe Roelandt, Janine Taillé, Laureline Vallat, Claude Pruvot, Nathalie Sédou, Marianne Tjampens, Judicaël Potonnet, Adeline Menu

Ont également participé à ce numéro :

Colette Detré, Vincent Tanguy, Séverine Podevin, Philippe Pary, Olivia Mailfert, Ségolène Fredière & Stéphanie Petitcunot, Charlotte Lion, Béatrice Auxent, Hélène Allée, Arnaud Delcourt.

Photos : MRES sauf crédit

Illustration couverture : Frédéric Verheu

Illustration : Boualem Khelifi, Rémi Dhelemmes, Claire Robert

Maquette : Mac Munro

Mise en page : Marie-Anne Rabier

Impression : Tanghe Printing

Imprimé sur Cyclus Print - Encres végétales sans huiles minérales

Ce numéro est gratuit

Valeur 3 euros

Dépôt légal à parution

N° ISSN : 1142 1800

Maison Régionale de l'Environnement et des Solidarités

23, rue Gosselet 59000 Lille

Tél. : 03 20 52 12 02

Fax : 03 20 86 15 56

Mél : mres@mres-asso.org

Site Web : www.mres-asso.org

• Retrouvez les derniers numéros du 23 sur le site de la mres : www.mres-asso.org



Fonds Européen de Développement Régional



France - Wallonie - Vlaanderen
Interreg efface les frontières



maison régionale de l'environnement et des solidarités